



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
Nouvelle-Aquitaine**

**Service régional de l'archéologie
Site de Bordeaux**
Affaire suivie par : Patrice Cambra
Courriel : patrice.cambra@culture.gouv.fr

DDTM Cité administrative
2 rue Jules Ferry-BP 90
33000 Bordeaux Cedex

A l'attention de M. Ponnou Delafon
Unité Planification Réglementaire
Aménagement commercial
ddtm-supem-prac@gironde.gouv.fr

Bordeaux, le 30 octobre 2024

Objet : Objet : PLU de Sauveterre-De-Guyenne (33) -Porter à connaissance

PJ :1 carte protections et entités archéologiques

Rappels réglementaires

Archéologie préventive

En application du Livre V - titre II du Code du Patrimoine, les zones de sensibilité archéologique sont formulées dans le cadre d'un arrêté préfectoral fixant des zones de présomption de prescription archéologique.

Lorsqu'ils se trouvent en zone archéologique sensible définie dans l'arrêté préfectoral joint au présent règlement (conformément à l'article L.522-5 du Code du Patrimoine), les dossiers soumis à permis de construire, démolir, aménager (article L.421-1 et suivants du Code de l'Urbanisme), ainsi que les affouillements, nivellements ou exhaussements des sols liés à des opérations d'aménagement, préparations de sol, arrachages ou destructions de souches ou de vignes, créations de retenues d'eau ou canaux d'irrigation (article R.523-5 du Code du Patrimoine) sont transmis au préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles, service régional de l'archéologie). Des prescriptions archéologiques peuvent être édictées en amont des travaux, si ceux-ci risquent par leur localisation, leur profondeur, leur impact de détruire des témoignages archéologiques. Ces dispositions ont pour objectif la prise en compte des vestiges archéologiques avant le début des travaux. Elles doivent éviter une interruption de chantier toujours dommageable et coûteuse pour l'aménageur, la collectivité et les archéologues en cas de découverte archéologique en cours de travaux ou même de prise en compte trop tardive.

Afin de prendre en compte les vestiges archéologiques en amont du dépôt du permis de construire ou d'aménager, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements, ouvrages ou travaux ont la possibilité de saisir L'État (DRAC, Service régional de l'archéologie) afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique. A défaut de réponse dans un délai de deux mois ou en cas de réponse négative, L'État est réputé renoncer, pendant une durée de

Site de Bordeaux 54 rue Magendie - CS 41229 - 33074 Bordeaux Cedex - Tél : 05 57 95 02 02

Site de Limoges 6 rue Haute de la Comédie - CS 43607 - 87036 Limoges Cedex 1 - Tél : 05 55 45 66 00

Site de Poitiers Hôtel de Rochefort 102 Grand'Rue - CS 20553 - 86020 Poitiers Cedex - Tél : 05 49 36 30 30

www.culture.gouv.fr/Regions/DRAC-Nouvelle-Aquitaine

cinq ans, à prescrire un diagnostic, sauf modification substantielle du projet ou des connaissances archéologiques. Si l'État a fait connaître la nécessité d'un diagnostic, l'aménageur a la faculté de demander une prescription anticipée. Cette demande peut entraîner le paiement de la redevance d'archéologie préventive (article L524-7-II).

Tous les dossiers de lotissement ou d'aménagement concerté dont le terrain d'assiette couvre une surface excédant **3 ha**, dans ou en dehors des zones archéologiques sensibles, doivent faire l'objet d'une instruction dans le cadre de la réglementation sur l'archéologie préventive, avec une transmission à la DRAC service régional de l'archéologie (art. R 523-4 du Code du Patrimoine).

Découvertes fortuites

Toute découverte fortuite de monuments, ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépultures anciennes, inscriptions ou objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique, mis au jour par suite de travaux ou d'un fait quelconque, doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au maire de la commune, L'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de faire cette déclaration. Le maire la transmet sans délai au préfet qui avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie (DRAC, Service régional de l'archéologie) (article L531-14 du Code du Patrimoine).

Toute destruction, dégradation ou mutilation d'un terrain renfermant des vestiges archéologiques est passible de peines prévues par la loi du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (article 322-1 et 2 du nouveau Code Pénal).

Zones de saisine documents d'urbanisme (Décret 2004-490)

- 1- Le Bourg : vestiges médiévaux (église, bastide, enceinte, portes de ville...)
- 2- La Grande Haie : céramiques
- 3 – Moulin de l'Eau : moulin médiéval
- 4 – Mantuan : moulin à eau
- 5 – Saint-Romain-de-Vignague : église et cimetière médiéval
- 6- Les Léontins : tuilerie
- 7- Le Pont d'Armand : pont médiéval
- 8- Madaillan I : vestiges gallo-romains
- 9- Madaillan II : vestiges médiévaux et modernes

Site de Bordeaux 54 rue Magendie - CS 41229 - 33074 Bordeaux Cedex - Tél : 05 57 95 02 02

Site de Limoges 6 rue Haute de la Comédie - CS 43607 - 87036 Limoges Cedex 1 - Tél : 05 55 45 66 00

Site de Poitiers Hôtel de Rochefort 102 Grand'Rue - CS 20553 - 86020 Poitiers Cedex - Tél : 05 49 36 30 30

www.culture.gouv.fr/Regions/DRAC-Nouvelle-Aquitaine

- 10- Pinquet : céramique médiévale
- 11- La Nusquette : nécropole médiévale
- 12- Saint-Léger-de-Vignague : église et cimetière médiéval
- 13- Galleteau : vestiges gallo-romains
- 14- Satanas : vestiges préhistoriques et gallo-romains
- 15- Mont Saint-Fort : vestiges préhistoriques
- 16- Rossillon, Les Morines : vestiges médiévaux
- 17- Bourdesoulle-est : village médiéval
- 18- Finet : vestiges néolithiques
- 19- Le Puch : église et cimetière médiévaux
- 21- Les Génins : vestiges néolithiques
- 22- Perrinat : vestiges préhistoriques
- 23- Pouleau, Aux Combes : vestiges préhistoriques

Pour le Préfet de Région et par délégation,
Pour la Directrice régionale des affaires
culturelles et par subdélégation,
Le Conservateur régional de l'Archéologie
adjoint



Régis ISSENMANN

Ministère de la Culture-Direction régionale des affaires culturelles
Extrait de la base cartographique des zones de présomption et de
prescriptions archéologiques (SRA, site de Bordeaux)

